Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio
N°1389 le 6 juillet 2025

*Dans ce numéro*



**FORMULATION D'ARTICLE**
- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

**Yoon Suk-yeol aurait tenté de provoquer une réaction militaire nord-coréenne afin de justifier l'imposition de la loi martiale...**
L'équipe spéciale du Parquet sud-coréen qui enquête sur l'imposition fin 2024 de la loi martiale par l'ancien président Yoon Suk-yeol a lancé des investigations sur des militaires qui auraient tenté de provoquer une agression étrangère. D'après la presse locale, dont l'agence *Yonhap*, M. Yoon aurait ordonné une incursion de drones en octobre en Corée du Nord pour tenter de provoquer une réponse militaire. Une telle réaction de Pyongyang aurait justifié l'imposition de la loi martiale. Un membre de l'équipe spéciale du Parquet s'est adressé aux journalistes vendredi, mais n'a pas donné de détails sur l'enquête. Selon les informations divulguées, le procureur spécial a obtenu un enregistrement audio d'un militaire qui laisse entendre que M. Yoon a ordonné à un commandant d'envoyer un drone vers le Nord. En octobre, la Corée du Nord a annoncé avoir découvert à Pyongyang les débris d'un drone du même type que celui utilisé par l'armée sud-coréenne. Elle a accusé Séoul d'utiliser des drones pour diffuser des tracts de propagande. L'armée sud-coréenne a déclaré qu'elle ne pouvait pas confirmer la véracité des allégations.
*(Radio Japon international, le 05-07-2025)*

**Des systèmes de défense antiaérienne russes *Pantsir* assureraient la protection de la capitale nord-coréenne...**
La Corée du Nord utiliserait déjà le système de défense antiaérienne *Pantsir S-1*, fourni par la Russie, afin de protéger sa capitale. C'est ce qu'a révélé le chef du service de renseignement militaire ukrainien lors d'une interview à une radio locale. Selon un article du *Kiev Independent* publié mardi, Kyrylo Budanov y a déclaré que le premier dispositif *Pantsir* avait été installé et remplissait ses missions de défense. Selon lui, le régime de Kim Jong-un forme actuellement du personnel et devrait bientôt être en mesure d'utiliser cette technologie de manière autonome. En échange de son engagement dans la guerre en Ukraine, le royaume ermite reçoit des systèmes d'armement et des technologies militaires de son allié russe, tout en acquérant de l'expérience de combat sur le terrain. Le général ukrainien avait affirmé le mois dernier que Moscou transférait également à Pyongyang des technologies de fabrication de drones kamikazes iraniens. Dans ce cadre, il a été suggéré que le soutien militaire de la Corée du Nord à la Russie pourrait prendre une forme différente de celle des déploiements directs de troupes. Budanov a estimé que le nombre de résidents nord-coréens en Russie augmenterait considérablement, et que certains d'entre eux pourraient choisir de s'engager volontairement dans l'armée russe. En juin 2024, les deux pays ont signé un traité de partenariat stratégique global, portant leurs relations à un niveau d'alliance de sécurité. Le régime a d'ailleurs annoncé le mois dernier l'envoi supplémentaire de 6 000 hommes, principalement des ingénieurs militaires et du personnel pour des travaux de construction.
*(KBS World Radio, le 02-07-2025)*

## … TERRORISME …

**Dans le sud du Mali, plusieurs attaques coordonnées contre l'armée revendiquées par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans...**

Au Mali, sept villes ont été attaquées très tôt hier matin. C'est ce qu'a indiqué l'état-major des armées dans un communiqué. Celui-ci évoque des attaques coordonnées contre ses positions, notamment dans plusieurs villes dans le sud du pays le long des frontières sénégalaises et mauritaniennes. Des attaques simultanées ont également eu lieu plus tard dans la journée. Elles ont toutes été revendiquées par les djihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans liés à Al-Qaïda.
*(Radio Vatican, le 02-07-2025)*

## … ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT …

**L'Iran annonce avoir déjoué un complot israélien visant à éliminer les plus hauts dirigeants iraniens...**

Un conseiller principal du leader de la Révolution islamique, l'Ayatollah Seyyed Ali Khamenei, a révélé qu'Israël avait comploté pour attaquer une réunion de haut niveau de responsables iraniens, y compris les chefs des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, et plus tard pour cibler le leader lui-même, mais le plan a été déjoué avec succès. « Le plan de l'ennemi dans cette guerre était de cibler simultanément les commandants du CGRI et les principaux centres nationaux. Ils pensaient pouvoir faire pression sur certains responsables pour qu'ils abandonnent l'*establishment* par la menace » a déclaré Ali Larijani lors d'une interview télévisée dimanche. Larijani, qui a été président du Parlement entre 2008 et 2020, a en outre révélé que pendant la guerre, Israël avait tenté d'intimider un certain nombre de responsables iraniens, notamment des politiciens, des officiers militaires et des membres du personnel de sécurité. « Vendredi, ils m'ont contacté et m'ont donné 12 heures pour quitter l'Iran ou Téhéran, sinon, m'ont-ils dit, je subirais le même sort que des martyrs comme le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général de division Mohammad Hossein Bagheri et le commandant du quartier général Khatam al-Anbiya, le général de division Gholam-Ali Rashid. Mais je leur ai donné la réponse qu'ils méritaient » a-t-il déclaré.
*(Press TV, le 30-06-2025)*

**Un ancien ministre colombien aurait cherché le soutien de Washington afin d'obtenir la destitution du président Gustavo Petro...**

L'ancien ministre colombien des Affaires étrangères, Alvaro Leyva, aurait tenté de coordonner avec les conseillers de Donald Trump le départ forcé du président Gustavo Petro selon des témoignages publiés par le journal espagnol *El País*. Des enregistrements, détenus prétendument par le service de renseignement colombien, détaillent des réunions avec des conseillers de Donald Trump, des accusations sans soutien public contre Petro et un plan pour installer la vice-présidente Francia Marquez à sa place. Selon les sources, Leyva -qui était l'un des hommes de confiance de Petro- se serait rendu en avril à Washington pour rechercher la complicité dans des secteurs proches du chef de la Maison-Blanche. La stratégie consisterait à diffuser des accusations de toxicomanie contre Petro et à négocier avec les acteurs armés pour déstabiliser le pays. Les audios montrent Leyva assurant avoir des preuves qui rendraient Petro inéligible. Les dialogues auraient eu lieu en parallèle avec les lettres publiées sur les réseaux sociaux de l'ex-ministre dans lesquelles il dénonce de prétendus problèmes d'addiction du président colombien qui l'auraient conduit à prendre des actions et des décisions nuisibles pour le pays. Le matériel diffusé montre des conversations dans lesquelles il mentionne des figures clés : du sénateur Marco Rubio à la journaliste Vicky Davila. Il révèle également des contacts avec le député Mario Diaz-Balart, allié de Trump, et suggère d'inclure dans le plan Miguel Uribe, leader du parti d'opposition Centro Democratico qui a été grièvement blessé par balle, le 7 juin dernier.
*(Radio Havane Cuba, le 30-06-2025)*

C'est une bombe politique en Colombie. Il y a deux mois, l'ex-chef de la diplomatie colombienne Alvaro Leyva aurait tenté d'approcher le secrétaire d'État des États-Unis, Marco Rubio, pour qu'il aide à exercer une pression internationale dans le but de destituer le président Gustavo Petro. La Maison-Blanche, elle, n'aurait jamais donné suite. Pour appuyer ces propos, le journal El Pais a publié des notes vocales qui avaient fini dans les mains des services secrets colombiens. On y entend notamment l'ancien ministre des Affaires étrangères déclarer : « Le président est inapte à exercer la présidence ».

Dans le même temps Leyva publiait depuis avril des lettres sur ses réseaux sociaux dans lesquelles il affirmait que Petro était un toxicomane. Il accusait le président d'absences étranges et de recevoir des doses de drogues via son bras droit Laura Sarabia. Des accusations démenties par les deux intéressés. Le président Petro a dénoncé « un coup d'État ». Face à la tempête, l'ancien ministre des Affaires étrangères, a lui, pris la fuite pour sa sécurité : direction Madrid.
*(Radio Vatican, le 01-07-2025)*

**Au Danemark, arrestation d'un homme soupçonné d'espionnage au profit de l'Iran...**
L'Allemagne convoque l'ambassadeur iranien, et ce, pour protester contre l'arrestation d'un homme soupçonné d'espionnage en Allemagne pour le compte de Téhéran. Il aurait ciblé des organisations et des personnes juives selon le ministère allemand des Affaires étrangères. L'homme a été arrêté au Danemark. Il aurait reçu l'ordre d'un service de renseignement iranien de recueillir à Berlin des informations sur des lieux juifs et certaines personnes. C'est ce qu'explique le Parquet fédéral allemand qui ajoute que ces informations auraient pu servir à préparer un attentat terroriste.
*(Deutsche Welle, le 02-07-2025)*

## … MILITAIRE …

**L'Ukraine se retire du traité interdisant les mines terrestres antipersonnel...**
Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a signé un décret destiné à retirer son pays d'un traité interdisant les mines terrestres antipersonnel. Le président a pris dimanche la décision de retirer l'Ukraine de la convention d'Ottawa, qui interdit la production et l'utilisation de mines antipersonnel. La Russie n'est pas partie prenante de cette convention. Le ministère ukrainien des Affaires étrangères a déclaré dans un communiqué que la Russie avait « largement utilisé les mines antipersonnel comme méthode de guerre ». Le ministère a donc estimé : « l'Ukraine se retrouve dans une situation inégale et injuste qui restreint son droit à la légitime défense ». Selon les médias, Kiev devrait informer les Nations unies de son retrait du traité après avoir obtenu l'approbation du Parlement. D'autres nations limitrophes de la Russie, dont la Pologne, trois pays baltes et la Finlande, ont indiqué plus tôt cette année qu'elles se retireraient également de la convention. L'armée russe poursuit son offensive sur la ligne de front dans la région de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine. Le ministère russe de la Défense a déclaré dimanche que ses troupes avaient pris le contrôle d'une localité près d'un centre logistique de l'Ukraine. Le commandant militaire ukrainien Oleksandr Syrskyi a indiqué vendredi que la Russie avait rassemblé plus de 110 000 soldats sur la ligne de front de Donetsk.
*(Radio Japon international, le 30-06-2025)*

**Les installations nucléaires iraniennes n'ont pas été totalement détruites selon le directeur général de l'AIEA...**
Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déclaré que les installations nucléaires iraniennes n'avaient pas été totalement détruites par l'attaque américaine et que le pays pourrait reprendre l'enrichissement d'uranium dans les mois à venir. *CBS News* a publié samedi la transcription de son entretien avec le directeur général de l'AIEA, Rafael Mariano Grossi. Le président américain Donald Trump a affirmé que les installations nucléaires iraniennes avaient été détruites lors de l'attaque. Mais plusieurs médias américains ont rapporté qu'une évaluation préliminaire des services de renseignement indiquait que le programme nucléaire iranien n'avait été retardé que de quelques mois. M. Grossi a précisé que l'AIEA n'avait mené aucune évaluation d'ordre militaire en Iran, mais a déclaré : « Les dégâts sont manifestement importants, sans être totaux ». Il a également rappelé que l'Iran possédait des capacités industrielles et technologiques, laissant entendre que le pays serait en mesure de faire tourner des centrifugeuses et de produire de l'uranium enrichi en quelques mois, voire moins. Interrogé sur un éventuel déplacement d'uranium enrichi par l'Iran avant l'attaque, M. Grossi a répondu que l'AIEA ignorait où il pouvait se trouver. « Une partie a peut-être été détruite lors de l'attaque, une autre a pu être déplacée » a-t-il déclaré. M. Grossi a souligné la nécessité pour l'AIEA de mener des inspections dès que possible. Mercredi, le Parlement iranien a adopté un plan demandant au gouvernement de suspendre sa coopération avec l'AIEA.
*(Radio Japon international, le 30-06-2025)*

**Pour le Pentagone, les frappes américaines auraient retardé le programme nucléaire iranien de plusieurs années...**
Le ministère américain de la Défense a réitéré son point de vue selon lequel les frappes aériennes du

mois dernier ont retardé le programme nucléaire iranien d'une durée pouvant aller jusqu'à deux ans. Le président américain Donald Trump affirme que les principaux sites nucléaires iraniens ont été détruits, mais les évaluations divergent. Le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, a déclaré : « Il est clair qu'il y a eu de graves dommages, mais ce ne sont pas des dommages totaux ». Mercredi, le porte-parole du Pentagone, Sean Parnell, a déclaré que les premières évaluations suggéraient que le programme nucléaire iranien avait reculé d'un à deux ans, au moins. Il a souligné que les frappes ont non seulement détruit des installations liées à l'enrichissement de l'uranium, mais également les composants dont l'Iran aurait besoin pour construire une bombe. M. Parnell a ajouté : « Nous pensons que la capacité nucléaire de l'Iran a été gravement endommagée, peut-être même son ambition de construire une bombe ». L'Iran s'est engagé à poursuivre son programme de développement nucléaire.
*(Radio Japon international, le 03-07-2025)*

**Désormais, il est interdit de photographier les sites militaires de la République tchèque...**
Un amendement à la loi interdit, à compter du 1er juillet, de photographier des sites militaires en Tchéquie. Il est également interdit de réaliser, sans autorisation du ministère de la Défense, des dessins ou des enregistrements d'images de ces sites et installations militaires. Un panneau d'avertissement avec un appareil photo et un téléphone barrés, signalera cette interdiction. Toute personne ne la respectant pas risque une amende qui peut s'élever jusqu'à 100 000 couronnes (environ 4 000 euros). Le ministère de la Défense a averti que la prise de photos, y compris à l'aide de drones, peut être utilisée pour recueillir des informations sensibles. « Compte tenu de l'évolution de la situation sécuritaire en Europe, la prise de photographies d'installations militaires présente un risque pour notre pays » a expliqué le ministère, en ajoutant qu'une telle interdiction est appliquée en Slovaquie et en Pologne voisines, ainsi que dans d'autres pays de l'Alliance atlantique.
*(Radio Prague international, le 01-07-2025)*

**Le nouveau format des exercices militaires taïwanais *Han-Kuang* expliqué lors d'une conférence de presse...**
Lors du point presse quotidien du ministère taïwanais de la Défense aujourd'hui, le général de division Tung Chi-hsing, directeur de la planification des opérations interarmées de l'état-major, a donné des détails sur l'orientation des exercices militaires annuels *Han Kuang* qui se dérouleront ce mois-ci. Il s'agira notamment de s'entraîner sur la base d'hypothèses de lutte contre un blocus chinois. Le colonel Luo Cheng-yu, directeur du Centre de recherche sur le renseignement de l'état-major, a quant à lui évoqué les exercices militaires chinois. Luo Cheng-yu a indiqué que l'ampleur et la portée de l'entraînement de l'Armée populaire de libération (APL) chinoise s'étaient étendues à la deuxième chaîne d'îles, constatant que l'APL avait envoyé deux porte-avions dans le Pacifique occidental pour la première fois en juin, suscitant l'inquiétude des pays de la région indopacifique. Il a ajouté que le ministère taïwanais de la Défense considérait que l'APL augmenterait le nombre d'entraînements militaires maritimes à l'avenir, mettant en péril la stabilité régionale. Par ailleurs, le ministère de la Défense a confirmé aujourd'hui la présence d'un navire de débarquement chinois de type 072A, un grand porte-chars utilisé pour la guerre amphibie, au large du nord de Taïwan. Les médias taïwanais avaient rapporté qu'un passager d'un avion avait photographié ce navire de guerre chinois peu avant l'atterrissage à l'aéroport Songshan de Taipei vendredi. Le navire se trouvait à moins de 60 milles nautiques (111 kilomètres) de la côte de Keelung. Le chef d'état-major de la marine, Chiu Chun-jung, a déclaré que la marine surveillait de près ce navire chinois, grâce aux systèmes conjoints de renseignement, de surveillance et de reconnaissance de l'armée.
*(Radio Taïwan international, le 01-07-2025)*

Les exercices militaires annuels *Han Kuang 41* se dérouleront cette année du 9 au 18 juillet, s'étalant sur une durée de dix jours et neuf nuits sans interruption, soit près du double de la durée habituelle de cinq jours et quatre nuits. Selon Mei Chia-shu, chef d'état-major des armées, cette prolongation s'explique par la nécessité de s'entraîner davantage à faire face aux nombreuses formes de harcèlement du Parti communiste chinois dans la zone grise : la guerre juridique, la guerre cognitive et psychologique, l'épuisement des forces et des ressources de l'armée taïwanaise par un harcèlement qui oblige à intervenir, la coercition, l'endiguement et la provocation. Mei Chia-shu a précisé que l'exercice militaire annuel *Han Kuang* allait évoluer, passant de la préparation au harcèlement en temps de paix à une défense en temps de guerre, avec une progression vers une intégration militaro-civile. Cet exercice mettra également l'accent sur le combat réel sur le terrain, en conditions réelles, c'est-à-

dire avec des actions de combat inattendues qui ne figurent pas dans le plan initial. Mei Chia-shu a aussi souligné que la culture organisationnelle de l'armée taïwanaise devait évoluer : il est important de cultiver le professionnalisme des troupes, que les militaires acquièrent la capacité d'agir de manière autonome et disciplinée, en faisant preuve d'une forte cohésion, dans un climat de confiance mutuelle entre les commandants et leurs troupes.
*(Radio Taïwan international, le 03-07-2025)*

**Intensification des actions de harcèlement militaire chinois contre Taïwan...**
Alors que Taïwan prépare activement l'organisation de ses exercices militaires annuels *Han Kuang* qui se dérouleront du 9 au 18 juillet, l'Armée populaire de libération a intensifié ses actions de harcèlement militaire contre Taïwan. Selon les données du ministère taïwanais de la Défense, durant les dernières 24 heures, du 2 juillet (06h00) au 3 juillet (06h00), 41 avions militaires chinois ont été détectés aux alentours de Taïwan. Un porte-parole du département d'État américain a par ailleurs indiqué à l'*Agence de presse centrale* de Taïwan (*CNA*) que les menaces irresponsables et la pression militaire de la Chine près de Taïwan sont menées sans aucune raison légitime et ne font qu'accroître les tensions et saper la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan. Il a ajouté que les États-Unis exhortent Pékin à s'abstenir de toute nouvelle action susceptible de mettre en péril la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan et dans la région au sens large.
*(Radio Taïwan international, le 04-07-2025)*

**La Corée du Nord pourrait déployer en Russie jusqu'à 30 000 militaires selon les services ukrainiens...**
Des sources des services de renseignement ukrainiens ont déclaré mercredi que la Corée du Nord enverrait 25 000 à 30 000 soldats supplémentaires pour combattre aux côtés de la Russie dans le cadre de son invasion de l'Ukraine. *CNN* a rapporté le même jour que des images satellites d'un aéroport en Corée du Nord prises le 4 juin montrent ce qui semble être des avions de transport Ilyushin-76, utilisés pour transporter des soldats nord-coréens en Russie l'année dernière, roulant sur le tarmac. Ces troupes ont été envoyées dans la région de Koursk pour se joindre aux combats contre l'Ukraine où les forces de Kiev ont mené des incursions transfrontalières. La coopération militaire entre Pyongyang et Moscou s'est approfondie, la Corée du Nord fournissant également à la Russie des munitions et de l'artillerie motorisée. Les services de renseignement sud-coréens ont rapporté en avril que la Corée du Nord avait déployé 15 000 soldats en Russie. L'Ukraine semble de plus en plus préoccupée par ce déploiement supplémentaire. *CNN* a rapporté que l'évaluation des services de renseignement ukrainiens a révélé qu'il existe une forte probabilité que les troupes nord-coréennes soient engagées dans des combats dans certaines zones de l'Ukraine occupée par la Russie.
*(Radio Japon international, le 03-07-2025)*

Les services de renseignement ukrainiens prévoient que Pyongyang pourrait envoyer entre 25 000 et 30 000 soldats supplémentaires pour soutenir Moscou. Ils pourraient arriver en Russie dans les prochains mois. C'est ce qu'a rapporté mercredi *CNN*. Selon la chaîne d'informations américaine, des images satellites montrant des déplacements de navires et d'avions de transport ont soulevé la possibilité que des préparatifs sont en cours pour le transfert d'une partie de ces troupes. Toutefois, certains experts estiment que le nombre estimé par Kiev est exagéré. Le 17 juin, le secrétaire du Conseil de sécurité russe, Sergueï Choïgou, avait fait savoir, après sa rencontre avec Kim Jong-un en Corée du Nord, que 6 000 hommes, principalement des ingénieurs militaires et du personnel, allaient être dépêchés pour des travaux de construction dans la région de Koursk en Russie. De leur côté, les services de renseignement sud-coréens avaient prévu que ce déploiement supplémentaire pourrait avoir lieu en juillet ou en août au plus tôt.
*(KBS World Radio, le 03-07-2025)*

## … L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES …

**Participation roumaine au programme européen MANPAD portant sur l'achat de missiles antiaériens *Mistral 3*...**
La Roumanie participe à l'initiative européenne d'achat en commun des systèmes de missile transportable antiaérien léger *Mistral 3*, aux côtés de huit autres États européens, les détails du programme étant actuellement en cours d'évaluation avec la France, a fait savoir le ministère de la Défense de Bucarest. « Le programme MANPAD constitue un investissement stratégique dans la

sécurité de la Roumanie, contribuant à la consolidation de la défense commune européenne. Celui-ci peut bénéficier d'un financement partiel non remboursable par le biais de l'Instrument de consolidation de l'industrie européenne de Défense dans le cadre d'achats publics en commun (EDIRPA), ce qui signifie qu'une partie des coûts peut être couvert par l'Union européenne » a fait savoir le ministère de la Défense de Bucarest. L'institution affirme qu'elle utilisera tous les instruments disponibles au niveau de l'Union européenne pour réduire les coûts de l'achat et une option importante dans ce processus est l'instrument de l'Action pour la sécurité de l'Europe (SAFE) par la consolidation de l'industrie européenne de défense.
*(Radio Roumanie internationale, le 30-06-2025)*

**Washington approuve la vente à Israël de kits de guidage de munitions pour un montant de 510 millions de dollars...**
Les États-Unis ont approuvé une vente de kits de guidage de munitions et de soutien connexe à Israël pour un montant de 510 millions de dollars, a annoncé le département d'État. Cette vente potentielle comprend 3 845 kits de guidage KMU-558B/B JDAM (*Joint Direct Attack Munition*) pour les corps de bombes BLU-109 et 3 280 kits KMU-572 F/B JDAM pour les corps de bombes MK 82, ainsi que le soutien technique, logistique et technique associé, a déclaré lundi l'Agence de coopération pour la sécurité et la défense (DSCA). « Cette vente proposée renforcera la capacité d'Israël à faire face aux menaces actuelles et futures en améliorant sa capacité à défendre ses frontières, ses infrastructures vitales et ses centres de population » a déclaré la DSCA. « Les États-Unis sont attachés à la sécurité d'Israël et il est vital pour leurs intérêts nationaux d'aider Israël à développer et à maintenir une capacité d'autodéfense solide et opérationnelle. Cette vente proposée est conforme à ces objectifs ». Le communiqué ajoute que la mise en œuvre de la vente ne modifiera pas l'équilibre militaire fondamental dans la région et ne nécessitera pas l'affectation de représentants supplémentaires du gouvernement américain ou d'entrepreneurs en Israël.
*(La voix de la Turquie, le 01-07-2025)*

**Washington confirme avoir suspendu certaines livraisons d'armes destinées à l'Ukraine...**
L'administration Trump a interrompu une partie de l'aide militaire à l'Ukraine suite à l'examen des propres stocks des États-Unis, ont confirmé mardi la Maison-Blanche et le Pentagone. « Cette décision a été prise pour mettre les intérêts de l'Amérique en premier après un examen du soutien et de l'assistance militaires de notre nation à d'autres pays à travers le monde » a déclaré Anna Kelly, porte-parole de la Maison-Blanche, dans un communiqué. Cette décision a été prise dans un contexte où l'on craint que les stocks militaires américains ne soient trop bas, ont rapporté plusieurs médias américains, citant des sources informées. Le mois dernier, le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a publié une note ordonnant un examen des stocks de munitions des États-Unis, suite à trois années d'aide à l'Ukraine et aux récentes frappes contre le groupe Houthi du Yémen et l'Iran. Cet examen a révélé que les stocks de certaines armes précédemment promises étaient trop faibles, indiquent des reportages médiatiques. Elbridge Colby, sous-secrétaire à la Politique du ministère de la Défense, a déclaré que le Pentagone continuerait de fournir au président des options solides pour continuer l'aide militaire à l'Ukraine, conformément à son objectif de mettre fin à cette guerre tragique. Dans le même temps, le ministère examine rigoureusement et adapte son approche pour atteindre cet objectif tout en préservant l'état de préparation des forces américaines pour les priorités de défense de l'administration » a fait savoir M. Colby dans une déclaration. Après avoir rencontré le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky lors du sommet de l'OTAN à La Haye la semaine dernière, le président américain Donald Trump avait dit aux journalistes que l'Ukraine était impatiente d'obtenir les missiles de défense aérienne *Patriot* des États-Unis. « Ils veulent effectivement avoir des missiles antimissiles, d'accord, comme ils les appellent, les *Patriot* » a confirmé M. Trump. « Et nous allons voir si nous pouvons en mettre à disposition. Nous en avons aussi besoin. Nous les fournissons à Israël et ils sont très efficaces, efficaces à 100%. C'est difficile à croire à quel point. C'est ce qu'ils veulent plus que toute autre chose » a-t-il souligné. Certains analystes estiment qu'il s'agit d'un signal indiquant que l'administration Trump pourrait réduire davantage l'aide à l'Ukraine. Le mois dernier, M. Hegseth a manqué une réunion d'un groupe international chargé de coordonner l'aide militaire à l'Ukraine, s'agissant de la première absence du secrétaire américain à la Défense à une telle réunion. Les États-Unis ont fourni à l'Ukraine plus de 66 milliards de dollars d'armes et d'assistance militaire depuis que le conflit entre la Russie et l'Ukraine a éclaté en février 2022, selon un reportage de l'*AP*.
*(Radio Chine internationale, le 02-07-2025)*

**Finalisation d'un contrat portant sur l'exportation vers la Pologne de 180 chars sud-coréens K-2...**
Le deuxième contrat d'exportation de chars sud-coréens K-2 vers la Pologne a été conclu. L'Administration sud-coréenne du programme d'acquisition de défense (DAPA) a annoncé mercredi que Séoul et Varsovie avaient finalisé les négociations pour sa signature. Une information confirmée le même jour par le ministre polonais de la Défense. L'accord porte sur 180 chars, pour un montant d'environ 5,4 milliards d'euros. Ce qui constitue le plus important contrat d'exportation pour un système d'armement unique. Parmi les 180 blindés, 117 seront produits par Hyundai Rotem en Corée du Sud et exportés, tandis que les 63 autres, devant répondre aux exigences polonaises (K-2PL), seront assemblés et fabriqués dans le pays d'Europe central par un groupe industriel public de défense local. Pour rappel, en juillet 2022, le gouvernement polonais avait signé un contrat cadre avec le Pays du matin clair concernant l'acquisition de chars, d'obusiers automoteurs et d'avions de chasse pour un montant total d'environ 19 milliards d'euros. Un mois plus tard, le premier contrat d'une valeur de 11 milliards d'euros avait été conclu, dont environ 2,8 milliards d'euros pour 180 K-2. Cette fois-ci, en incluant le développement du K-2PL et la production locale, ainsi que les coûts liés au transfert de technologie, le montant a doublé.
*(KBS World Radio, le 03-07-2025)*

## … CYBERESPACE …

**Une nouvelle cyberattaque a visé la Cour pénale internationale...**
La Cour pénale internationale a de nouveau été la cible d'une nouvelle cyberattaque, a annoncé, lundi, l'institution judiciaire onusienne qui souligne un incident sophistiqué et ciblé, désormais maîtrisé. Pour le moment, l'on ignore les détails et l'impact de cette attaque sur l'intégrité des données de la CPI qui précise qu'une analyse d'impact est en cours, des mesures ayant été prises pour en atténuer les effets. C'est le deuxième incident de ce genre en un an et huit mois. En septembre 2023, la CPI a annoncé avoir été piratée et a dû gérer les conséquences pendant des semaines, étant déconnectée de la plupart des systèmes d'accès à internet. Les détails de cette première attaque et ses auteurs n'ont jamais été rendus publics. La Cour déplorait alors une opération d'espionnage, dénonçant une tentative sérieuse de saper le mandat de la Cour. La Cour, qui fait l'objet de pressions multiformes depuis qu'elle a émis un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de son ministre de la Défense d'alors, Yoav Gallant, en novembre dernier. Ils sont poursuivis pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés pendant la guerre génocidaire en cours à Gaza. Du reste, une enquête conjointe de *+972.com Magazine*, *Local Call* et du quotidien anglais *The Guardian* a révélé que de 2015 à 2020, Israël a monté une opération de surveillance des hauts responsables de la Cour pénale internationale, notamment. La finalité de cette démarche était de contrecarrer l'enquête contre Netanyahu et Yoav Gallant. Aussi, d'après cette enquête journalistique, Karim Khan l'actuel procureur de la CPI, sa prédécesseure Fatou Bensouda et des dizaines d'autres cadres de la CPI de l'ONU étaient sous surveillance permanente d'un dispositif complexe des services de renseignement israéliens.
*(La voix de la Turquie, le 01-07-2025)*

**Participation tchèque à une vaste opération européenne de lutte contre les rançongiciels...**
Des policiers tchèques participent, aux côtés de leurs collègues de plusieurs pays européens, du Canada et des États-Unis, au nouveau volet de la vaste opération *Endgame* qui vise des logiciels malveillants. L'information a été communiquée, lundi, par la direction de la police tchèque. *Endgame* a été lancée en 2022. Il s'agit de la plus importante opération jamais réalisée contre des gangs internationaux de rançongiciels, ces logiciels malveillants qui permettent de dérober des données puis d'exiger un paiement pour les rendre ou les débloquer. Elle est coordonnée par Europol, l'agence européenne de police, et Eurojust, l'unité de coopération judiciaire de l'Union européenne.
*(Radio Prague international, le 01-07-2025)*

**Un hôpital tchèque victime d'une cyberattaque massive...**
Le mode d'urgence déclenché par une cyberattaque massive contre les systèmes informatiques de l'hôpital de la ville de Nymburk (Bohême centrale) pourrait durer plusieurs jours, et le retour à un fonctionnement normal se fera progressivement, selon les responsables informatiques qui travaillent actuellement à sa restauration. Certains services, comme les examens radiographiques et CT-scan, ont déjà pu être remis en service. Toutefois, la plupart des processus numériques doivent encore être

effectués manuellement par le personnel soignant, et les médecins, par exemple, ne peuvent pas envoyer d'ordonnances électroniques. L'attaque, qui a lourdement perturbé l'hôpital, a eu lieu mardi matin. Aucun patient n'a été mis en danger, mais une personne a dû être transférée dans un autre établissement, car l'hôpital n'était pas en mesure de lui fournir les examens nécessaires. C'est ce qu'a déclaré mercredi à la presse le directeur de l'établissement, Martin Dvorak. Il n'est pas encore clair si des données ont été perdues. « Nous sommes actuellement dans la phase la plus critique, mais au fur et à mesure que les différents systèmes seront réactivés, la situation s'améliorera et le flux de patients redeviendra progressivement plus fluide » a expliqué M. Dvorak. Il estime le retour à un fonctionnement standard entre quelques jours et deux semaines, et souligne que les techniciens informatiques travaillent activement à la remise en route des systèmes.
*(Radio Prague international, le 02-07-2025)*

**Selon Taïwan, cinq applications chinoises abuseraient de la collecte d'informations personnelles...**
Le Bureau de la sécurité nationale de Taïwan a publié les résultats d'une analyse de cybersécurité réalisée sur cinq applications mobiles chinoises : *RedNote*, *Weibo*, *TikTok*, *WeChat* et *Baidu Netdisk*. Le rapport conclut que toutes présentent de graves problèmes de collecte excessive de données personnelles et d'utilisation abusive des autorisations. Ces applications accèdent à des informations sensibles telles que les listes de contacts, le presse-papiers, les données biométriques (y compris les traits du visage), les captures d'écrans, la géolocalisation et les paramètres de l'appareil, entre autres. Selon les experts, les informations collectées dépassent ce qui est considéré comme raisonnable pour ce type d'outils. De plus, les données collectées sont transmises à des serveurs situés en Chine, et la loi permet à Pékin d'exiger des entreprises qu'elles transmettent ces données au gouvernement, ce qui pourrait mettre en danger les informations personnelles des utilisateurs taïwanais si elles étaient utilisées à des fins de renseignement ou de répression. Face à cette situation, Taïwan rejoint d'autres pays d'Amérique du Nord et d'Europe notamment qui ont déjà pris des mesures restrictives à l'encontre des applications chinoises. Le gouvernement taïwanais rappelle que les agences publiques ont l'interdiction d'utiliser des produits TIC fabriqués par des entreprises de Chine et recommande aux citoyens de ne pas installer d'applications présentant des risques potentiels, afin de protéger à la fois leur vie privée et les secrets commerciaux des entreprises nationales.
*(Radio Taïwan international, le 02-07-2025)*

**Renseignor**
le Renseignement ouvert par la radio

**Renseignor** est une lettre hebdomadaire publiée
en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com
Comité de rédaction : Julia Charret, Hervé Glane, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com

Cf2R

Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale qui a pour objectifs :
- le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale,
- l'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.),
- la démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

—

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Élysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30
www.cf2r.org